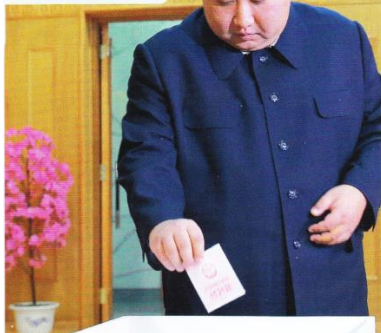


FACE AUX DEMOCRATIES : LES REGIMES AUTORITAIRES

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES AVEC UNE GRANDE DIVERSITE DE SITUATION

En Corée du nord

- 687 sièges au Parlement
- 1 seul candidat par circonscription
- 2019 : participation 99,99 %
- Parti du Travail 100 % des voix.



Vote de Kim Jong-un, le 10 mai 2019, pour les élections législatives qui désignent le Parlement pour 5 ans. Le Parti du Travail, communiste, dirige la Corée du Nord depuis 1945, avec à sa tête le grand-père puis le père de Kim Jong-un, lui-même au pouvoir depuis 2011.

ELECTIONS

Editorial du « Monde » paru le 28 mars 2018. Faudra-t-il féliciter le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, au lendemain de sa probable réélection à l'issue de la parodie d'élection présidentielle qui se tient en Egypte du 26 au 28 mars ? La question ne se pose pas, car il est vrai que M. Sissi n'a pas entrepris de déstabiliser l'Union européenne en faisant assassiner ses opposants à l'arme chimique sur son territoire, contrairement au président russe.

Mais, si l'on s'en tient aux normes de la « démocratie » qu'il entend mettre en œuvre en Egypte, il y aurait assurément matière à débat. Car l'élection égyptienne n'a rien à envier au scrutin russe en matière de pluralisme. Presque tous les prétendants à la magistrature suprême, même ceux issus de l'armée comme le président sortant (le colonel Ahmed Konsowa, le général Sami Anan, le général et ex-premier ministre Ahmed Chafik, mais aussi le député Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Sadate, et l'avocat Khaled Ali), ont été intimidés ou arrêtés afin d'être empêchés de se présenter. Résultat, le dirigeant du petit parti Ghad (« demain »), Moussa Mustafa Moussa, qui avait annoncé qu'il voterait Sissi à la présidentielle, a dû se dévouer pour donner une légitimité minimale au scrutin. Ceux qui appelaient au boycottage de cette « farce électorale » ont été menacés de se voir accuser de porter atteinte à la « sécurité » du pays.



Recep Tayyip Erdoğan est premier ministre depuis 2003 et président de la République de Turquie depuis 2014. À partir de 2010, son gouvernement connaît une dérive autoritaire.

Affiche de l'ONG Reporters sans frontières, 2016.

LIBERTE D'EXPRESSION / DE LA PRESSE



Photo prise et fournie le 26 mars 2017 par Evgeny Feldman, pour la campagne d'Alexeï Navalny, montrant des policiers arrêtant l'opposant au Kremlin lors d'une manifestation à Moscou. afp.com

LIBERTE D'OPINION / DROIT DE MANIFESTER

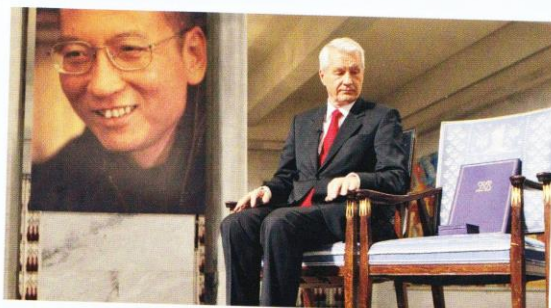


Sergueï Tikhonovski présente une de ses vidéos Youtube au sujet des services de sécurité et des forces de l'ordre qui tenteraient d'intimider les blogueurs biélorusses Chaîne Youtube «Un pays pour vivre»

Le 9 mai 2020, Tikhonovski est emprisonné une première fois, officiellement pour « manifestations illégales » et « trouble à l'ordre public ». Mais des voix dénoncent une manœuvre pour l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle prévue le 9 août ; son casier judiciaire n'étant plus vierge, sa candidature à l'élection présidentielle sera *de facto* refusée. Le 24 mai, alors qu'il sort de quinze jours de prison, Tikhonovski n'hésite pas à monter une fois de plus au front. Le 29 mai, il est de nouveau séquestré par les autorités biélorusses pour « trouble à l'ordre public ». Le Figaro, 17 août 2020

ETAT DE DROIT ET JUSTICE

En 2017, le professeur et écrivain Liu Xiaobo meurt en Chine, après des années de prison. En 1989, il avait participé aux manifestations de Tian'anmen et depuis, militait pacifiquement pour la démocratie. Libéralisée économiquement depuis 1978, la Chine reste politiquement une dictature communiste.



La chaise vide de Liu Xiaobo, emprisonné, lors de la cérémonie de remise de son prix Nobel de la paix, en 2010.

SORT DES OPPOSANTS POLITIQUES

Depuis plusieurs mois, la Chine est accusée d'avoir arrêté et interné plusieurs centaines de milliers de Ouïgours, minorité musulmane de la région du Xinjiang, à l'extrême nord-ouest du pays. Pour l'ONU, pas moins d'un million de Ouïgours seraient détenus dans des camps en Chine, ce que nie le régime du président Xi Jinping. Des témoignages de rescapés et d'ONG font état de torture et d'endoctrinement dans ces camps. [...] La Chine a vigoureusement démenti. Lors d'une audition devant un comité des droits de l'homme de l'ONU, Ma Youqing, directeur du département du travail du Front uni, agence du Parti communiste chinois (PCC), a affirmé que « tous les citoyens du Xinjiang, y compris les Ouïgours, jouissent des mêmes libertés et des mêmes droits ».

Le Monde et AFP, 31 août 2018

SORT DES MINORITES